

# Déclaration finale d'ETA au Peuple Basque

ETA, organisation socialiste révolutionnaire basque de libération nationale, souhaite informer le Peuple Basque de la fin de sa trajectoire, après la ratification par ses militants de la proposition de mettre un terme au cycle historique et à la fonction de l'Organisation. En conséquence de cette décision

- ETA a entièrement défait l'ensemble de ses structures.
- ETA a mis un terme à toute son activité politique. Elle ne sera plus un acteur qui exprime des positions politiques, engage des initiatives ou interpelle d'autres acteurs.
- Les ex-militants et militantes d'ETA poursuivront la lutte en faveur d'un Pays Basque réunifié, indépendant, socialiste, euskaldun et non patriarcal dans d'autres champs, chacun dans le domaine qu'il considère le plus opportun, avec la responsabilité et l'honnêteté de toujours.

ETA est née alors que le Pays Basque agonisait, étouffé par les serres du franquisme et assimilé par l'État jacobin, et maintenant, 60 ans plus tard, un peuple vivant existe et veut décider de son avenir, grâce au travail réalisé dans différents domaines et la lutte menée par plusieurs générations.

ETA veut mettre un terme à un cycle dans le conflit qui oppose le Pays Basque aux États, caractérisé par l'usage de la violence politique. Malgré cela, les États s'entêtent à perpétuer ce cycle, conscients de leur faiblesse dans la confrontation strictement politique et craignant la situation qu'engendrerait la résolution complète du conflit. En revanche, ETA n'a pas du tout peur de ce scénario démocratique, et c'est la raison pour laquelle elle a pris cette décision historique, pour que le processus en faveur de la liberté et de la paix continue à travers d'autres voies. C'est la conséquence logique de la décision adoptée en 2011 d'abandonner définitivement la lutte armée.

Dorénavant, le principal défi sera celui de construire en tant que peuple un processus axé sur l'accumulation des forces, la mobilisation populaire et les accords entre différents acteurs, tant pour aborder les conséquences du conflit que ses causes politiques et historiques. La concrétisation du droit de décider afin d'obtenir la reconnaissance nationale sera l'élément clé. L'indépendantisme de gauche va œuvrer pour que cela ouvre la voie à la constitution de l'État Basque. Cette ultime décision, nous l'avons adoptée pour favoriser une nouvelle phase historique. ETA est née du peuple et, à présent, elle se dissout en lui.

GORA EUSKAL HERRIA ASKATUTA!

GORA EUSKAL HERRIA SOZIALISTA!

JO TA KE INDEPENDENTZIA ETA SOZIALISMOA LORTU ARTE!

Pays Basque, 3 mai 2018

Euskadi Ta Askatasuna

E.T.A.



ETA  
Nikola  
Barrica



## INFOS EUSKAL HERRIA

Mai 2018

Comité  
de Solidarité avec  
le Peuple Basque

21 ter, rue Voltaire  
75011 Paris

[comite\\_basque@yahoo.fr](mailto:comite_basque@yahoo.fr)  
<http://cspb.unblog.fr/>

### EUSKAL PRESO ETA IHESLARIAK



### ETXERA

#### LE CSPB A LA RADIO

RADIO LIBERTAIRE

89.4 FM

tous les derniers mardis du  
mois

à partir de 22 h 30

et tous les 3èmes jeudi du  
mois

de 19h30 à 20h30

[http://media.radio-  
libertaire.org/](http://media.radio-libertaire.org/)

FREQUENCE PARIS PLURIELLE

106.3 FM

les 2èmes et 4èmes samedi du  
mois

de 18h à 19h30

<http://www.rfpp.net>



## LES FEMMES PRISONNIÈRES: UNE MINORITÉ DISCRIMINÉE.

Bien que ce soit au compte-gouttes, Paris a commencé à rapprocher les prisonniers basques dans les prisons les plus proches d'Euskal Herria. Dans tous les cas des hommes, car pour les femmes, cette possibilité n'est pas encore ouverte.

Le manque de structures carcérales pour les femmes, en particulier dans le sud de l'État français, en plus de pénaliser toute la population des femmes détenues et leur proches devient un obstacle supplémentaire au rapprochement des douze prisonnières politiques basques qui sont actuellement incarcérées dans quatre prisons différentes, situées entre 700 et 825 kilomètres du Pays basque.

L'effroyable état général des prisons françaises et le surpeuplement qui existe dans la quasi-totalité d'entre elles ont fait l'objet de dénonciations à la fois nationales et internationales et dans le cas des établissements réservés aux femmes, la situation est encore pire. Dans la plupart des pays les conditions de vie dans les prisons pour femmes sont beaucoup plus dures que pour les hommes.

Selon les données récentes fournies par l'OIP, sur une population totale de 68 974 personnes incarcérées, il y avait 2 975 femmes détenues dans l'État français, soit 3,7%. Le faible pourcentage de femmes dans les prisons justifie pour l'administration pénitentiaire qu'il n'y a que deux établissements exclusifs pour elles : la maison d'arrêt de Versailles (en principe préventive ou en attente de jugement) et celle de Rennes.

... suite page suivante

## LES FEMMES PRISONNIÈRES: UNE MINORITÉ DISCRIMINÉE. (suite)

La majorité des détenues est donc dispersée dans 56 prisons pour hommes où se trouvent des modules pour les femmes plus ou moins adaptés à leurs besoins. Comme ils ne sont pas conçus expressément pour elles et parce qu'ils sont généralement isolés de la zone de vie des centres pénitentiaires, l'accès aux locaux collectifs (bibliothèque, gymnase, salles d'activités, sanitaires, ateliers, soins infirmiers ...) est beaucoup plus restreint que dans le cas des hommes détenus.

Les mères avec enfants ont un régime spécial d'internement. Elles peuvent garder leur fils ou leur fille avec elles jusqu'à l'âge de 18 mois. La loi reconnaît la possibilité d'une prorogation de six mois et même d'un régime spécial pour une année supplémentaire dans laquelle un séjour de plusieurs jours avec la mère en prison est périodiquement autorisé. Cependant, le plus commun est que la cohabitation se termine lorsque l'enfant a atteint un an et demi.

Les modules avec des structures spécifiques pour les enfants sont une exception. Dans 29 prisons, 76 places sont réservées aux mères ayant des enfants. La population infantile qui vit avec leur mère est d'environ 95 enfants. La répartition territoriale de ce type de cellules est également très inégale. En principe, ils doivent avoir au moins 15 mètres carrés, ce qui, selon le rapport de l'OIP, n'est pas toujours respecté. Environ 60 bébés naissent dans les prisons françaises chaque année.

La situation générée par le manque de structures appropriées est à l'origine des violations du droit à l'égalité de traitement, au maintien des liens familiaux, aux conditions de vie adaptées au genre, à l'accès aux services, aux activités communes, aux soins médicaux et de santé, etc.

Il y a actuellement douze prisonnières politiques basques enfermées dans quatre prisons dans l'État français. Quatre sont dans le centre pénitentiaire de Réau Sud Francilien, situé à 825 kms d'Euskal Herria, quatre autres à Rennes à 700 km, trois à Roanne à 740 kms, et une dans la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis (820 kms).

Toutes ont fait il y a deux mois des demandes de rapprochement du Pays basque. L'avocate Maritxu Paulus-Basurko, qui a présenté ces demandes, a reçu du ministère de la Justice une réponse ambiguë : 60 places ont été créées à Marseille et ils ont étudié la possibilité d'ouvrir un module dans la région de Toulouse. Marseille se trouve à 750 km et pour Toulouse on ne sait rien, car ils ne précisent pas de date.

L'ouverture d'un module pour femmes est pourtant possible dans la prison de Mont de Marsan, la plus proche du Pays basque. Le député basque Vincent Bru l'avait d'ailleurs déclaré devant la porte de cette prison en novembre dernier, au premier jour du tour de France des prisons qui avait précédé la manifestation à Paris du 9 décembre dernier. Il faut juste la volonté politique de le faire.



*Iratxe Sorzabal Diaz qui purge une peine à Réau, est réclamée par Madrid en vertu de mandats d'arrêt européens pour y être emprisonnée suite à une condamnation d'un tribunal espagnol, après avoir été torturée. Fait nouveau, la cour d'appel de Paris a demandé un complément d'informations à la justice espagnole dans le cadre des trois MAE dont elle fait l'objet. Des informations qui seront examinées en audience le 30 mai. La cour se penchera alors sur les réponses apportées par les magistrats espagnols quant aux circonstances de la garde à vue de 2001 et les preuves des faits pour lesquels elle avait été condamnée. Une expertise, examinée par la cour lors de l'audience du 6 décembre, a corroboré les faits de torture dénoncés par la prisonnière basque après son arrestation.*

## UN PRISONNIER POLITIQUE BASQUE RAMENÉ EN DÉTENTION APRÈS UNE HOSPITALISATION EN URGENCE.

Josetxo Arizkuren a été ramené en prison après avoir été hospitalisé à cause d'une angine de poitrine. Josetxo Arizkuren fait partie de la liste des prisonniers gravement malades, publiée par l'association Jaiki Hadi.



Josetxo Arizkuren souffre d'insuffisance cardiaque. Lundi 30 avril il avait été hospitalisé à cause d'une angine de poitrine. Mardi matin, il a été ramené à la prison de Murcia, dans l'Etat espagnol, après quelques analyses médicales.

Même si les médias ont eu connaissance de l'hospitalisation lundi à la première heure de l'après-midi, selon Etxerat, association des familles et proches de prisonnier-e-s politiques basques, ni sa famille ni ses avocats n'ont pu obtenir la moindre information sur ce qui s'était passé. C'est le prisonnier lui-même qui a communiqué à son retour qu'il avait été hospitalisé. Josetxo Arizkuren figure dans la liste des prisonniers gravement malades publié par l'association Jaiki Hadi. Ses problèmes de santé avaient commencé en 2006 et s'étaient aggravés en 2008. Il figure sur la liste de ceux dont la libération immédiate est demandée afin qu'ils puissent avoir accès à un traitement et un suivi dignes et adéquats.

## PRISONNIER-E-S POLITIQUES BASQUES DANS LES PRISONS DE L'ÉTAT FRANÇAIS

au 30/04/2018

### ALENÇON – 830 km

Iruretagoiena Lanz, Luis 358

### ARLES – 750 km

Aspiasko Rubina, Garikoitz 280  
Goieaskoetxea Arronategi, Ibon 403  
Suberbiola Zumaide, Igor 366

### CLAIRVAUX – 1050 km

Bengoia Lopez de Armendia, Asier 10 718  
Etxaburu Artetxe, Aitzol 10 816

### FLEURY-MÉROGIS – 930 km

Reta frutos, Iñaki 421 682-D1  
Lesaka Argüelles, Izaskun 433 898

### FRESNES - 930 km

Goienetxe Irigorri, Xabier 981 576

### LANNEMEZAN – 330 km

Agerre, Didier 1 993  
Agirregabiria del Barrio, Arkaitz 2 768  
Barandalla Goñi, Oihan 2 614  
Esparza Luri, Iñaki 2 199  
Fernandez Iradi, Ibon 2 226  
Garitagoitia Salegi, Iurgi 2 769  
Haranburu, Frédéric 2 574  
Ilundain Iriarte, Alberto 2 765  
Maiza Artola, Jon Gurutz 2 764  
Segurola Kerejeta, Joseba 2 387

### MONT DE MARSAN – 160 km

Alduna Vallinas, Raoul 8 594  
Borrero Toribio, Asier 8 767  
Garro Perez, Zigor 8 569  
Sirven Auzmendi, Ekaitz 8 599  
Urbieta Alkorta, Josu 8 744

### MOULINS-YZEURE – 800 km

Abauza Martinez, Javier 14 610  
Iriondo Yarza, Aitzol 16 145  
Martitegi Lizaso, Jurdan 14 736

### MURET – CD – 430 km

Fernandez Aspuz, Joseba 12 589  
Parot Navarro, Ion Kepa 9 680

### OSNY – 970 km

Pla Martin, David 58 687  
Barrios Santamaria, Mikel 61 584



### RÉAU – 930 km

Albisu Iriarte, Mikel 3 002  
Karrera Sarobe Mikel 6 607  
Iparragirre Genetxea, Marisol 3001  
Ozaeta Mendikute, Ainhoa 7608  
Plaza Fernandez, Itziar 8161  
Sorzabal Diaz, Iratxe 9533

### RENNES – 800 km

Aranalde Ijurko, Maite 8740  
Areitio Azpiri, Alaitz 7992  
Bernadó Bonada, Marina 8613  
Sanchez Iturregi, Saioa 8899

### ROANNE – 850 km

Aramendi Jaunarena, Alaitz 2964  
Beyrie, Lorentxa 2224  
Moreno Martinez, Itziar 3119

### SAINT-MARTIN-DE-RÉ – 550 km

Esnal, Jakes 14 207  
Martinez Bergara, Fermin 14 461  
Merodio Larraona, Zigor 14 716  
Mujika Andonegi, Ander 15 136  
Rubenach Roiz, Jon 14 494

### SAINT-MAUR – 680 km

Oiarzabal Txapartegi, Asier 4 833

### TARASCON – 750 km

Ezeiza Aierra, Asier 11 428

*Ugaitz Errazkin Telleria et Gorka Palacio Aldai qui ne sont plus sur cette liste ne sont pas libres pour autant : ils ont été livrés à l'Etat espagnol et sont détenus à Soto del Real (Madrid).*

